



**Objet** : Rapport d'activité de Bordeaux Métropole – Exercice 2015

**Intervenant** : Jean Claude Galan

Monsieur le Maire,  
Chers collègues

C'est avec beaucoup d'attention que nous avons suivi la réalisation de l'exercice 2015, année de naissance de Bordeaux Métropole, comme le souligne à plusieurs reprises le rapport annuel de cet EPCI qui compte maintenant 5 000 agents.

Le premier constat qui s'impose, et que ne font pas ressortir les chiffres mentionnés dans la délibération qui nous est proposée, c'est celui de la continuité du désengagement de l'État dans l'investissement public local. Alors que Bordeaux-Métropole a absorbé compétences et services des communes, les baisses de dotations se montent à 18 millions d'euros. Une amputation des dotations qui n'est pas anodine puisqu'elles représentent encore 48,8% des recettes de Bordeaux Métropole et un total cumulé de 28 millions depuis 2012.

J'aime à rappeler que les dotations ne sont pas un cadeau de l'État mais bien un dû aux collectivités qui assurent des missions que l'État leur a transféré.

La première victime de cette amputation se sont les dépenses de fonctionnement et notamment celles du personnel. Cela pourrait peser sur la capacité de Bordeaux Métropole à assurer le service public attendu par nos concitoyens.

Inquiétude partagée par les agents qui ont conduit divers mouvements exprimant leur malaise face à une mutualisation qui se traduit par la réduction de l'emploi public.

L'autre aspect, c'est évidemment la fiscalité avec une évolution plus importante des impôts ménages que des impôts économiques. Un phénomène récurrent depuis la suppression de la taxe professionnelle.

Depuis cette réforme de la fiscalité, ce sont les familles, déjà en grande difficultés, qui supportent les efforts demandés, subissant les hausses systématiques des tarifs des transports en commun, et à qui on expliquera, ici, que la piscine ou la voirie ne peuvent pas être réalisées faute de moyens nécessaires, là, que l'encadrement des TAP dans les écoles doit être allégé ...

Pour notre groupe c'est tout simplement inacceptable, car les difficultés financières des collectivités proviennent des 10 milliards de dotations annuelles supprimées par l'État alors que dans le même temps il donne 44 milliards aux entreprises avec un résultat de 555 000 chômeurs de plus ces trois dernières années. Et bien que le rapport mette en avant la bonne santé de l'EPCI il est bon de rappeler que le compte administratif 2015 atteste toujours de la forte dépendance du Budget de la Métropole aux dotations de compensation de l'État suite à la réforme de la taxe professionnelle.

En Investissement, c'est pour nous une satisfaction de voir des taux de réalisation avoisinant les 90% sur les programmes d'habitat ainsi que sur les transports en commun. Une satisfaction aussi de voir combien la Métropole continue son effort global d'investissement en augmentation de 6,2% par rapport à 2014.

Moins satisfaisant, les taux de réalisations insuffisants dans les domaines aussi importants que la politique de la ville (45%), le traitement des déchets (56%) ce qui montre combien les services sont en peine pour réaliser les objectifs affichés.

Enfin, nous attendons avec impatience, la réalisation du pont JJ Bosc ainsi que les améliorations des transports en commun qu'elle permettra sur notre territoire communal. Nous espérons aussi un effort significatif en matière de logements à prix abordables et un développement de services publics de proximité et de qualité.